

Le président “choisi par Dieu”

Burundi Le chef d'Etat se pense un destin messianique et doit donc rester au pouvoir.

Portrait Marie-France Cros

Dès avant sa première élection – exceptionnellement par le Parlement, en 2005 – à la tête de l'Etat, Pierre Nkurunziza en était convaincu: il a été choisi par “Dieu” pour conduire le Burundi (voir “La Libre Belgique” du 12 juillet 2005). Et qui peut aller contre Sa volonté?

“Born again christian”, le Président burundais est, aujourd'hui, également pasteur protestant, prêchant régulièrement. “Il ne sait pas que nous sommes dans une république laïque”, observe Richard Nimbasha, le premier des “frondeurs” du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, à avoir déclaré ouvertement son opposition à un troisième mandat du Président sortant. “Toutes les réunions commencent par une prière”, poursuit-il, “même si, par ailleurs, Pierre Nkurunziza bénit le fort sans protéger celui qu'on écrase, même s'il accepte la loi de la jungle”. Et de poursuivre: “Il n'arrive pas à différencier la nation du parti; il ne peut pas comprendre pourquoi tous les Burundais ne sont pas CNDD-FDD.”

Pas plus de dix minutes de concentration

“Pierre Nkurunziza n'est pas capable de se concentrer plus de dix minutes”, glisse-t-on au Frodebu, parti qui siège au gouvernement – une plainte reprise par plusieurs frondeurs du CNDD-FDD. “Il ne peut pas présider un conseil des ministres: il s'en va dès qu'on discute ce qu'il a dit, pour aller jouer au foot, tout seul. Il doit souffrir de quelque chose; la logique lui échappe”, ajoute cette source.

D'autres sont plus incisifs encore, assurant que le chef de l'Etat est suivi médicalement pour un traumatisme psychologique subi durant la guerre civile (1993-2005). Mais chacun souligne l'incapacité de Pierre

Nkurunziza à assurer le suivi de ses décisions.

Là où le Président est le plus à l'aise, c'est lorsqu'il part dans les collines – escorté d'une suite impressionnante et après que le CNDD-FDD eut convoqué la population locale pour l'accueillir triomphalement. Il y plante un avocatier sous les flashes des photographes ou pose la première brique d'une école ou d'un centre de santé, dûment filmé par la télévision officielle.

Il aime aussi le rôle de pasteur, priant avec ses fidèles, celui de chef de sa chorale religieuse ou de son équipe “Hallelujah Football Club”, lui qui fut professeur de gymn avant d'entrer au maquis, dans les années 90.

Et c'est à ces quatre activités qu'il consacre l'essentiel de son temps, laissant des généraux issus de l'ancienne guérilla

CNDD-FDD, essentiellement Alphonse Nshimirimana (voir “La Libre Belgique” du 7 mai) et Alain-Guillaume Bunyoni, donner des ordres à sa place.

Le poste de sénateur à vie qui est réservé aux anciens chefs d'Etat burundais ne lui semble pas à sa mesure. Pierre Nkurunziza veut impérativement effectuer encore un mandat présidentiel, il l'a encore répété mercredi soir à Bujumbura. Et cela bien que l'Accord de paix d'Arusha, signé en 2000 – qui a mis fin à la guerre civile et sert de fondement à la Constitution – interdise à tout Président de rester plus de dix ans au pouvoir.

“Nous n'aurons plus rien”

Pierre Nkurunziza le veut malgré l'opposition des partis politiques (y compris une partie du sien), de la société civile, de l'Eglise, du Conseil des sages du pays, d'une partie des forces de sécurité burundaises, des pays voisins – qui se sont beaucoup investis dans l'Accord de paix et ne veulent plus voir des réfugiés burundais déferler chez eux. Mais aussi contre l'avis de l'Onu et de l'Union africaine, sous

l'égide desquelles l'Accord de paix avait été signé, et de l'Union européenne, principal bailleur de fonds du Burundi.

“S'il réussit à imposer son troisième mandat, Arusha ne sera plus respecté, on ne s'y référera plus. Et alors, nous n'aurons plus rien de ce qui nous a permis de sortir de la guerre”, s'inquiète Léonce Ngendakumana, chef du parti Frodebu Sawanya (opposition).